



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

<b>Présents</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Président</i> ; Christophe Magdalijs, <i>Bourgmestre f.f.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Échevin(e)s</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, Frédéric Lambin, <i>Conseillers communaux</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal</i> .
<b>Excusés</b>	Véronique Jamouille, Michel Wauters, Elise Willame, Muriel Koch, Didier Molders, Christian Grétry, André Decourrière, <i>Conseillers communaux</i> .

**Séance du 30.04.15**

---

**#Objet : Règlement-taxe sur l'occupation de l'espace public#**

---

Séance publique

**Service Juridique**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux des taxes communales;

Vu l'ordonnance du 12 février 2015 modifiant l'ordonnance du 3 avril 2014 précitée ;

Considérant ce qui suit :

DECIDE:

D'arrêter le présent Règlement-taxe :

Article 1

Il est établi, à partir du 1er juillet 2015 et jusqu'au 31 décembre 2019, une taxe relative à toute occupation privative de l'espace public sous quelque forme que ce soit, en surface, en sous-sol ou en surplomb, notamment par des matériaux et matériels divers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou de transformations d'immeubles ou à l'occasion de travaux de jardinage, des containers de tout type, des terrasses d'établissements, chaises, tables, bancs, cloisons, barrières etc.

Par espace public on entend :

1. toute voie ouverte à la circulation au public en général, même si son assiette est une propriété privée et quel que soit son aspect extérieur ;
2. les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeu.

Article 2

L'impôt est calculé à raison des rectangles de surface minimale dans lesquels la surface occupée au sol est susceptible d'être inscrite, pour chacun des taux mentionnés à l'article 3.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

### Article 3

Le taux de l'impôt est fixé comme suit : 1 euro par mètre carré d'occupation de l'espace public par jour.

Toutefois si la période d'occupation est continue et excède un mois, hors chantier et travaux, le taux sera de 10 euros par mètre carré occupé par an.

Le taux de l'impôt est doublé pour toute surface entamée de la voie publique dont l'occupation a lieu sans autorisation du gestionnaire de la voie publique ou sans respecter les conditions émises par le gestionnaire dans son autorisation.

### Article 4

Toute occupation de l'espace public est soumise à l'octroi d'une autorisation du Bourgmestre. Une demande d'autorisation, mentionnant tous les éléments nécessaires au calcul de la taxe, doit être introduite, par écrit, auprès du service Finances de l'administration communale au plus tard 8 jours ouvrables avant le début de la période d'occupation sous peine de refus d'octroi de ladite autorisation.

Une fois la demande d'autorisation introduite, celle-ci ne pourra faire l'objet de modification. Elle pourra toutefois faire l'objet d'une ou plusieurs demandes de prolongation. Une demande de prolongation devra être introduite, par écrit, auprès du service Finances de l'administration, au plus tard 2 jours ouvrables avant l'échéance de la précédente autorisation.

L'autorisation délivrée et ses prolongations devront être présentées sur simple demande des agents communaux habilités à effectuer des contrôles ou de la police.

### Article 5

L'impôt est dû à partir de la date d'utilisation de l'espace public jusqu'au moment de la remise des lieux dans leur état existant préalablement à l'occupation.

Il est dû, que l'occupant soit ou non titulaire d'une autorisation d'occupation de l'espace public par le gestionnaire de la voirie, qu'il en respecte ou non les conditions et qu'il occupe ou non légalement tout ou partie de l'espace public.

### Article 6

L'impôt ainsi fixé est indépendant de l'indemnité pour la réparation éventuelle du pavage en suite de l'occupation de l'emprise.

### Article 7

La taxe est due solidairement par le demandeur de l'autorisation, l'occupant, le maître de l'ouvrage par lequel les actes et travaux requérant l'occupation sont exécutés, l'entrepreneur principal qui exécute les actes et travaux requérant l'occupation.

### Article 8

Le paiement de l'impôt n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance. L'occupation privative de l'espace public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

La taxe est due sans que l'occupant puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

### Article 9

Sont exonérées du paiement de l'impôt :

- les occupations temporaires de l'espace public à l'occasion de constructions et reconstructions d'immeubles ou parties d'immeubles de la commune ;
- les occupations temporaires de l'espace public par les gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité et par les opérateurs de télécommunication ;

- les occupations organisées par voie de concession conclue avec la Commune ;

Article 10

La présente taxe sera perçue par voie de rôle et sera payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11

Le Règlement-taxé sur les dépôts de matériaux sur la voie publique et l'occupation temporaire de la voie publique et le Règlement-taxé sur l'occupation du domaine public communal sont abrogés et remplacés par le présent Règlement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 04 mai 2015

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,  
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,

Audrey Delwaide

Christophe Magdalijs



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijs, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, Frédéric Lambin, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Véronique Jamouille, Michel Wauters, Elise Willame, Muriel Koch, Didier Molders, Christian Grétry, André Decourrière, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 30.04.15**

---

**#Onderwerp : Belasting-Reglement voor het gebruik van de openbaar ruimte#**

---

Openbare zitting

**Juridische dienst**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, namelijk artikel 117, al. 1 en artikel 118, al. 1 ;

Gelet op de ordonnantie van 3 April 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake;

Gelet op de ordonnantie van 12 Februari 2015 tot wijziging van de ordonnantie van 3 april 2014 ;

BESLIST :

Het volgende belasting-Reglement te bepalen :

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 juli 2015 en tot 31 december 2019, een belasting geheven voor elk privaat gebruik van de openbare ruimte onder gelijk welke vorm, gelijkgronds, ondergronds of bovengronds onder meer door materialen van allerlei aard, ter gelegenheid van constructie, afbraak, herconstructie of transformatie van gebouwen ofwel ter gelegenheid van tuinwerken, containers van alle modellen, terrassen van inrichtingen, stoelen, tafels, banken, wanden, hekken, enz.

Onder « openbare ruimte » wordt verstaan:

1. elke weg die openstaat voor het verkeer van het publiek in het algemeen, zelfs indien de grond privé-eigendom is en ongeacht zijn uiterlijk voorkomen;
2. de parken, openbare tuinen, pleinen en speelpleinen.

Artikel 2

De belasting wordt berekend op basis van de rechthoeken van de kleinste oppervlakte van de gehele bezette oppervlakte verondersteld te omvatten en dit voor alle aanslagvoeten, vermeld in artikel 3.

Voor het berekenen van de oppervlakte wordt elk deel van een vierkante meter voor één eenheid gerekend.

Artikel 3

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

1 euro per bezette vierkante meter van de openbare ruimte per dag. Voor het gebruik dat en continu langer

dan een maand duurt, uitgezonderd werven en werken, wordt het bedrag van de belasting vastgesteld op tien euro per jaar en per bezette vierkante meter.

De aanslagvoet van de belasting wordt verdubbeld voor elk gebruikte oppervlak van de openbare weg waarvan de bezetting plaats heeft zonder toelating van de beheerder van de openbare weg of zonder de voorwaarden geuit door de beheerder in zijn toelating te respecteren.

#### Artikel 4

Alle bezetting van de openbare ruimte is onderworpen aan een toelating van de Burgemeester. Een aanvraag van toelating, met vermelding van alle nodige elementen voor de berekening van de belasting moet schriftelijk ingediend worden, ter attentie van de Dienst Belastingen van de Gemeente, ten laatste 8 werkdagen voor het begin van de periode van bezetting op straffe van weigering van de toelating.

Zodra deze toelating is ingediend, zal deze geen wijzigingen meer mogen ondergaan. Ze zal wel een of meerdere verlengingen mogen ondergaan. Een aanvraag van verlenging moet schriftelijk ingediend worden, ter attentie van de Dienst Belastingen van de Gemeente, ten laatste 2 werkdagen voor de vervaldag van de vorige toelating.

De overhandigde toelating en haar verlengingen moet voorgesteld worden op gewone aanvraag van de beëdigde gemeentelijke agenten die controles mogen uitvoeren of van de politie.

#### Artikel 5

De belasting is verschuldigd vanaf de datum van het gebruik van de openbare ruimte tot het moment van de teruggave van de plaatsen in hun staat van voor de bezetting.

De belasting is verschuldigd door de bezetter in het bezit of niet van een toelating voor de bezetting van de openbaar ruimte door de beheerder, dat de voorwaarden respecteert of niet en dat hij wettelijk of niet alles of een deel van de openbaar ruimte bezet.

#### Artikel 6

De aldus vastgestelde belasting is onafhankelijk van de vergoeding voor de eventuele herstelling van het plaveien ingevolge de bezetting.

#### Artikel 7

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de aanvrager van de toelating, de bezetter, de bouwmeester door wie de akten en werken worden uitgevoerd waarvoor de bezetting is aangevraagd, de principale ondernemer dat de akten en werken uitvoert waarvoor de bezetting is aangevraagd.

#### Artikel 8

De betaling van deze belasting brengt voor de gemeente geen enkele speciale toezichtstaak mee.

Het privaat gebruik van het openbaar ruimte gebeurt op eigen risico van de begunstigde van de machtiging en onder zijn verantwoordelijkheid.

De belasting is verschuldigd zonder dat de betrokkene kan aanspraak maken op enig onherroepelijk recht van concessie noch van erfdienstbaarheid op het openbaar domein, doch integendeel de plicht heeft bij het eerste verzoek van de overheid het toegestaan gebruik op te heffen of te beperken en zonder daarom aanspraak te kunnen maken op enige vergoeding.

#### Artikel 9

Zijn vrijgesteld van de betaling :

- de tijdelijke ingebruikneming van de openbaar ruimte ter gelegenheid van de oprichting en heroprichting van gebouwen of gedeelten van gebouwen van de gemeente;
- de tijdelijke ingebruikneming van de openbaar ruimte door gas-en elektriciteitsnetbeheerders en door operatoren van het openbaar telecommunicatienet ;
- de ingebruikneming georganiseerd door concessie afgesloten met de gemeente.

Artikel 10

Deze belasting is ingekohierd en betaald binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

Het belastingreglement op het plaatsen van materialen op de openbare weg of tijdelijke bezetting van de openbare weg en het belasting-reglement voor het gebruik van het gemeentelijk openbaar domein zijn ingetrokken en vervangt door het heden Reglement vanaf de 1<sup>ste</sup> juli 2015.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 04 mei 2015

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,  
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,

Audrey Delwaide

Christophe Magdalijs